



Face à la dégradation de notre pouvoir d'achat et de nos

Conditions de travail, mobilisons-nous le

MARDI 5 FÉVRIER !

Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs ont multiplié les mesures qui ont conduit à la baisse de notre pouvoir d'achat et à l'aggravation de nos conditions de travail :

- Blocage de la valeur du point d'indice
- Pas d'augmentation du SMIC au-delà de l'inflation officielle qui ne reflète pas l'augmentation réelle du coût de la vie au niveau des dépenses contraintes (alimentation, vêtements, logement.....)
- Augmentation de la CSG
- Augmentation décidée dans le cadre de la loi ELAN (Electricité : +6% dès le printemps prochain.
- Réduction drastique des subventions aux collectivités locales...

La pauvreté se développe, le chômage augmente, l'avenir de nos enfants est compromis, les fins de mois sont de plus en plus difficiles pour de nombreux foyers.....

Ce ne sont pas les mesurettees annoncées récemment par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui peuvent répondre à a situation d'urgence sociale qui concerne de nombreux salariés, jeunes et chômeurs

Le gouvernement Macron a réaffirmé qu'il entendait poursuivre sa politique au service du grand capital.

Il montre par là- même que « le grand débat » n'est qu'une mascarade visant à casser tous les mouvements sociaux qui expriment le rejet de sa politique.

Devant cette situation inacceptable, seul le rapport de force par le blocage du pays pourra permettre d'en finir avec la spirale de régression sociale et satisfaire nos légitimes et vitales revendications :

- une augmentation du Smic, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux ;
 - La remise en cause d'un système fiscal construit pour le plus grand bénéfice du grand patronat et des actionnaires.
 - la suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale
-
- le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions ;
 - Le retrait du projet de loi anticasseurs actuellement en discussion au parlement. Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.

Sur la base de ces revendications

Les syndicats CGT et FO des territoriaux de la Sarthe appellent :

- à être présents aux côtés des autres salariés du public comme du privé le mardi 5 février prochain.

-à tenir des assemblées générales, sur tous les lieux de travail pour discuter et décider des moyens à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction.

-A vous rassembler à 11h45 ce 5 février, Place des comtes du Maine au Mans

Un préavis de grève a été déposé, afin de permettre à tous les agents de faire de cette journée une action forte, revendicative et de mobilisation .